



Communiqué de presse de l'Alliance climatique suisse

Avec la décision prise aujourd'hui, le Parlement néglige un levier important en faveur de la politique climatique

Berne, le 11 décembre 2018 - Le Conseil national s'est clairement opposé aujourd'hui à une modification de la loi sur la Banque nationale suisse (BNS). Celle-ci aurait stipulé que, dans sa politique d'investissement, cette dernière devrait à l'avenir s'engager non seulement en faveur des intérêts économiques de la Suisse, mais aussi en faveur du développement durable, comme le prévoit la Constitution fédérale. Par sa décision, le Conseil national soutient la trajectoire préjudiciable pour le climat de la BNS et s'oppose à l'Accord de Paris sur le climat et aux recommandations des professeurs de finance et d'économie.

Aujourd'hui, le Conseil national s'est prononcé contre une politique fiscale respectueuse du climat. L'initiative parlementaire de la Conseillère nationale verte, Adèle Thorens, dont il a été question aujourd'hui, prévoyait que la BNS s'engagerait à l'avenir non seulement pour les intérêts économiques de la Suisse, mais aussi pour le développement durable, comme le stipule la Constitution fédérale. « La décision d'aujourd'hui marque une occasion manquée de mettre la politique d'investissement de la BNS en conformité avec les mesures de protection du climat de l'Accord de Paris », déclare Adèle Thorens.

La politique de placement de la Banque nationale suisse double les émissions de CO2 de la Suisse

Avec ses réserves monétaires investies à l'étranger, la BNS est le huitième investisseur public mondial et est coresponsable d'au moins autant d'émissions de CO2 que les émissions nationales totales de la Suisse. Elle investit également massivement dans des compagnies pétrolières telles que Chevron, ExxonMobil, Suncor Energy et Conoco Philipps. Avec ses investissements, la BNS contribue à une augmentation de la température de 4 à 6 degrés Celsius au niveau mondial. Cela a également des conséquences dévastatrices pour la Suisse qui, selon les scénarios climatiques les plus récents, sera plus affectée par les changements climatiques que prévu. « La décision d'aujourd'hui est le symbole d'un Conseil national refusant de mener une politique climatique tournée vers l'avenir », déclare Christian Lüthi, directeur de l'Alliance climatique suisse.

Des professeurs de finance et de sciences économiques mettent en garde contre les risques climatiques

Ces professeurs suisses experts en finance et en économie attirent l'attention sur l'augmentation des risques climatiques. Dans une lettre adressée aux membres du Conseil national, ils lui ont demandé, pour toutes ces raisons, d'appuyer cette initiative

parlementaire. « Etant donné que les changements climatiques ont des effets indirects et directs sur les cours des titres et la rentabilité des entreprises, la BNS devrait déjà intégrer les risques climatiques dans ses analyses de risques et réallouer ses investissements en conséquence », écrivent les experts dans leur prise de position.

La Banque nationale à la traîne par rapport aux autres pays

De nombreux autres pays ont déjà réagi au contexte actuel dans lequel il y a de plus en plus de risques : la Banque centrale européenne ainsi que 21 banques centrales et autorités de surveillance d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, d'Espagne, de Suède, de Chine, de Singapour, du Mexique et du Maroc ont déclaré vouloir assumer leur rôle de premier plan dans la maîtrise des risques climatiques pour le système financier et le financement de l'économie à faible émission de carbone.